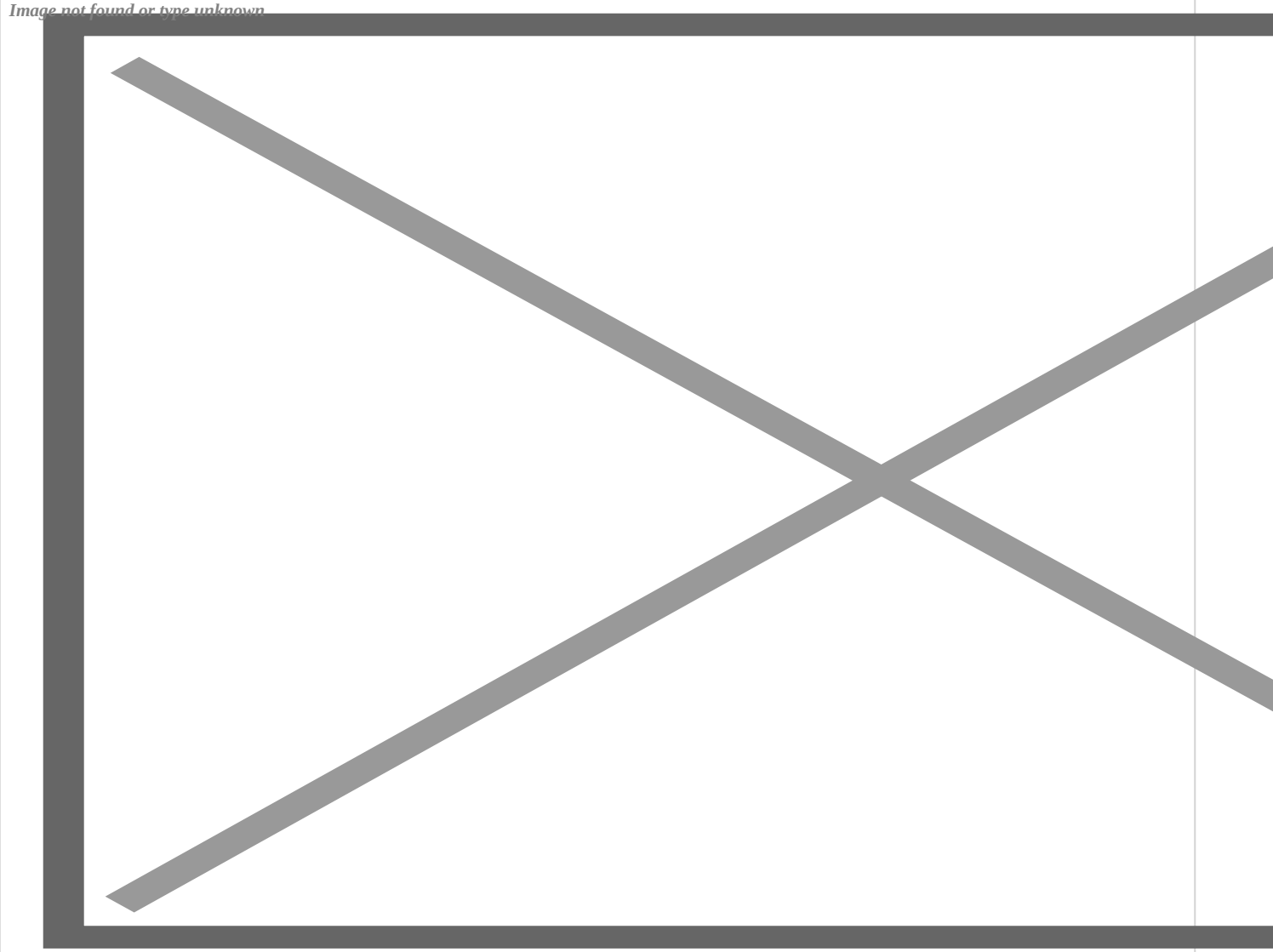
Le président Castillo s’apprête au remaniement de son cabinet



La Havane, 25 nov. (RHC)- Le président péruvien Pedro Castillo commencera à sélectionner un nouveau cabinet aujourd'hui, suite à la démission du Premier ministre Anibal Torres, qui a entraîné la démission collective de l'équipe gouvernementale.

Dans un bref message télévisé diffusé à minuit, Pedro Castillo a critiqué le refus catégorique du Parlement, contrôlé par l'opposition, d'admettre la motion de confiance. Selon le gouvernement le refus du Congrès empêche le droit des citoyens d'approuver les réformes constitutionnelles par référendum direct.

Le président a omis de se référer explicitement à l'avertissement d'Anibal Torres selon lequel, si le corps législatif refusait d'approuver la loi, l'exécutif supposerait que la motion de confiance avait été rejetée, mais le ministre du travail démissionnaire, Alejandro Salas, a clairement indiqué qu'il l'avait confirmé et que Castillo renouvelait donc son cabinet.

Alejandro Salas, porte-parole de la présidence, a démenti l'affirmation de l'opposition selon laquelle M. Torres aurait demandé la dissolution du Congrès, une mesure constitutionnelle qui peut être prise par le président si le corps législatif refuse à deux reprises la confiance au cabinet.

Il a ajouté que le terme "rejette catégoriquement" est identique au refus d'accorder la confiance, un concept qui apparaît dans la constitution, et bien que les règles de procédure du Congrès stipulent que le refus doit être exprès, après un vote parlementaire et communiqué par écrit, la constitution a une hiérarchie plus élevée que les règles de procédure.

Pedro Castillo a expliqué que le Premier ministre avait proposé l'abrogation, par le biais du référendum, "d'une loi qui, depuis, a enlevé et empêché le droit des citoyens à la participation politique directement et sans intermédiaire".

Il a rappelé que la non-réélection des membres du Congrès et d'autres mesures ne seraient pas une réalité si le peuple ne s'était pas prononcé par référendum, et la loi en question, a-t-il ajouté, "nous a arbitrairement retiré le droit de l'exercer à nouveau".

Le président a exhorté ceux qui s'obstinent à essayer de le démettre du gouvernement par divers moyens, jusqu'à présent infructueux, pour contourner la volonté du peuple (qui l'a élu), à cesser ces efforts.

Appelant le Congrès à respecter l'état de droit du peuple, la démocratie et l'équilibre des pouvoirs, il a demandé aux législateurs de réfléchir à nouveau, "car les grandes aspirations et les intérêts des citoyens ne peuvent être tronqués par les intérêts débridés de certaines élites et minorités."

Source : Prensa Latina

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/306066-le-president-castillo-sapprete-au-remaniement-de-son-cabinet

Radio Habana Cuba